

Elevages  
2 rue Kerivoal  
29334 Quimper

Quimper, le 13/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EARL LE ROUX**

LD BELLEVUE  
29410 Guiclan

Références : -  
Code AIOT : 0052901008

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2026 dans l'établissement EARL LE ROUX implanté LD BELLEVUE 29410 Guiclan. L'inspection a été annoncée le 30/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite de contrôle dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection des élevages relevant de l'autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL LE ROUX
- LD BELLEVUE 29410 Guiclan
- Code AIOT : 0052901008
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation avicole soumise au régime de l'autorisation à laquelle est annexé un atelier de 25 vaches allaitantes (N.C) qui a fait l'objet :

d'un arrêté préfectoral d'autorisation AP n°133/2004A du 17 mai 2004.

complété par l'APC n°13/2011AE du 22 février 2011.

L'EARL LE ROUX Frères est autorisé à exploiter, un élevage avicole au lieu-dit "Bellevue" à GUICLAN.

pour un effectif en présence simultanée ne pouvant en aucun moment excéder 146 000 animaux-équivalents volailles de chair (5 200 m<sup>2</sup>) dans la limite de 22 360 UN produits par an.

#### Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD
- Risque incendie
- Transfert d'effluents / Compostage

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les non-conformités relevées lors des inspections de 2019 et 2023 ont fait l'objet de mesures correctives.

Il reste à faire parvenir au service d'inspection la présentation des modifications de gestion des effluents et particulièrement du compostage.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation au dossier présenté (ou: au projet autorisé)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
11	Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective	1 mois
12	Dispositions relatives au compostage, températures	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
15	Suivi du	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	traitement	27/12/2013, article 39	l'exploitant	
17	Déclaration annuelle des émissions d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Nature et risques des produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Sans objet
4	Accès véhicules à l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie et affichage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
6	Installations électriques et réseau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
7	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1	Sans objet
8	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3	Sans objet
9	Dispositifs de rétention	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Sans objet
10	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Sans objet
13	Bordereaux import, export	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30	Sans objet
14	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Sans objet
16	Mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 27/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des meilleures techniques disponibles	article 42-II	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Finaliser le nouveau système de compostage par activateur biologique.  
Fournir les justificatifs liés, permettant de prouver l'obtention du produit normé NFU44051.  
Enregistrer la consommation d'eau provenant de la source captée.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation au dossier présenté (ou: au projet autorisé)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales : mise en œuvre du projet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
<b>Constats :</b>  Elevage avicole autorisé par APC n°13/2011AE du 22/02/2011 pour 146 000 animaux-équivalents volailles de chair (5200m2) avec production d'azote limitée à 22 360 kgN/an. Le jour de l'inspection, les effectifs sont en dessous de ceux autorisés : - bâtiment 'Bellevue' avec 17 000 poulets "Lourds" ; - bâtiments 'Saint Draff' en vide sanitaire ; La déclaration des Flux d'azote (DFA) 2024/2025 indique une production azotée de 7 235 kgN.  Depuis juin 2023, un nouveau système de compostage est utilisé : Le compostage est activé par ajout dans les fientes d'un produit composé d'un complexe minéral et biologique, de type "ACTIPOST". Le compostage est réalisé sur plateforme à l'air libre et bâchage spécifiques, permettant d'obtenir un compost normé NFU44051.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Communiquer au service d'inspection, le document daté de 2023, présentant la gestion actuelle des effluents par l'EARL Le ROUX, comme cela avait été rappelé lors de la dernière inspection. A défaut de pouvoir fournir ce document sous 1 mois, transmettre sous trois mois, un dossier de "porter à connaissance" sur l'actualisation du plan d'épandage, la gestion des effluents, et les modalités de compostage utilisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

**N° 2 : Recensement des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8

**Thème(s) :** Élevage, risque incendie

**Prescription contrôlée :**

I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes).

L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.

L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.

L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.

II.-L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.

Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Le plan mentionné aux points I et II du présent article peut être le même document, rassemblant alors l'ensemble des informations demandées.

**Constats :**

Les zones à risques de l'élevage sont connues et identifiées par l'exploitant.  
Ces éléments sont identifiés sur des documents ou supports disparates.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Répertorier sur un seul plan de masse à vocation sécuritaire, la totalité des éléments et zones à risques de l'exploitation : cuves à gaz, armoires électriques, réserves fuel, produits phytosanitaires et nettoyage, emplacements des extincteurs,...).

Ce document doit être affiché dans l'espace d'accueil des intervenants.

Une version de ce document doit pouvoir être communiquée directement aux pompiers dès leur arrivée sur le site en cas d'urgence.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Nature et risques des produits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Connaissance de la nature et des risques des produits
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant connaît les risques générés par son exploitation ainsi que les risques liés aux produits dangereux présents dans l'installation. Les fiches de données de sécurité, ont été présentées lors de l'inspection. Ces documents sont intégrés au registre des risques du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Accès véhicules à l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
<b>Thème(s) :</b> Élevage, risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation dispose sur ses 2 sites, d'accès permettant à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie et affichage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : " Ne pas se servir sur flamme gaz " ;</li><li>- par la mise en place d'un extincteur portatif " dioxyde de carbone " de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li></ul> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li><li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li><li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li><li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li></ul> <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le site de 'Bellevue' est doté d'une poche réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup> et accessible en entrée de site.</p> <p>Le site de "Saint Draff" est situé à 600m et doté d'une réserve de 45 m<sup>3</sup> comme préconisé par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) .</p> <p>Une ancienne fosse désaffectée convertie constitue cette réserve.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre : notamment, le stockage de fioul est doté d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, et des extincteurs CO2 sont situés dans les locaux avec armoires électriques. Ceux ci ont été vérifiés en janvier 2025.</p> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans les 'magasins'. L'inspection n'a pas noté de plan de masse représentant leur positionnement.</p>



Les numéros d'urgence sont affichés dans les locaux accueillant les intervenants ( livreurs, ramasseurs,...)
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Communiquer au service d'inspection , une copie de la validation de la fosse de 45m3 en tant que défense extérieure contre l'incendie (DECI), après la visite de vérification par le service départemental d'incendie (SDIS).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Installations électriques et réseau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus. Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
<b>Constats :</b>  Les installations de gaz et électriques sont suivies par "BPS SINERTEC" de GUICLAN. Les armoires électriques ont été entièrement refaites en février 2026 lors de l'installation d'un nouveau système de ventilation. L'exploitant est en attente du document par le prestataire.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Communiquer au service d'inspection, un document justificatif d'intervention du prestataire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Dispositifs de prévention des accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Consignes
<b>Prescription contrôlée :</b>

« Les opérations comportant des manipulations dangereuses ou concourant au dispositif de prévention des accidents font l'objet de consignes écrites.

Si l'exploitant emploie des salariés ou personnes extérieures,  
il s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné  
et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.

Les consignes précisent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée telle que prévue à l'article 14-2 ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours mentionnés à l'article 13 ; - les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation, mentionnées à l'article 13 ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23, pour les installations soumises à ces dispositions ; - les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des risques spécifiques et de produits incompatibles ; - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses en lien avec l'article 1 - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2024.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. »

**Constats :**

L'exploitant a présenté le Document Unique à jour de l'élevage, ainsi que les documents relatifs à la sécurité demandés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Accès aux installations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3

**Thème(s) :** Élevage, risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Accès aux installations.

L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.

Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.

**Constats :**

Les éléments d'information sont en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Dispositifs de rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>I. Tout stockage « en réservoir » de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs « enterrés placés en fosse.</p> <p>« L'exploitant veille au bon état des rétentions. »</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> <p>II. Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-100 % de la capacité du plus grand récipient ;</li> <li>-50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;</li> <li>-dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.</li> </ul> <p>« Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022. »</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les 2 cuves de carburant sont à doubles parois. Ces 2 cuves sont sous abris sécurisés. Un extincteur spécifique à poudre est à proximité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation. Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'élevage est alimenté en eau par le réseau public pour l'abreuvement des animaux. Une source captée est déclarée. Ce captage est utilisé seulement comme eau de nettoyage sur l'exploitation. Le captage est protégé par busage, surélevé et couvert.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, disconnecteur)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Un système de mesure est installé sur le réseau d'eau public, ainsi que sur le système de prélèvement sur la source captée. Une disconnexion existe entre les 2 installations. La consommation sur le réseau public est enregistrée quotidiennement. La consommation prélevée à la source n'est pas enregistrée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Ajouter un enregistrement de la consommation en eau concernant la source.</p> <p>Ces enregistrements de consommation d'eau doivent être tenus à dispositions du service d'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 12 : Dispositions relatives au compostage, températures**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée ;</li> <li>- la température des andains est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines.</li> </ul> <p>Lorsque les quantités des matières traitées dépassent les seuils de la rubrique 2780 prise en application du livre V du code de l'environnement, les installations correspondants sont déclarées, enregistrées ou autorisées à ce titre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis juin 2023, un nouveau système de compostage, utilisant la technique de "compostage par micro-organisme est utilisé :</p> <p>Un complexe minéral et biologique de type "ACTIPOST" est ajouté aux fientes de volailles. Le compostage est réalisé sur une plateforme à l'air libre, munie de bâchage spécifiques, Le compostage permet d'obtenir un produit normé NFU44051.</p> <p>Ce système ne nécessite pas de retournement. Il requiert un sol renforcé, un arrosage et un bâchage spécifiques.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté sa parcelle de compostage.</p> <p>L'exploitant explique avoir renforcé le sol de cette parcelle par 50 cm de gravats.</p> <p>Le jour de l'inspection, le tas n'est pas bâché, le système d'arrosage n'est pas finalisé et le système de relevé de température non plus.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

<p>Dès la finalisation de l'installation des système d'arrosage et de mesure de température d'andains, communiquer au service d'inspection les justificatifs de réalisation des travaux. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- factures éventuelles de travaux ;</li> <li>- photographies du bâchage spécifique, du système d'arrosage, de la sonde de température en fonctionnement;</li> </ul> <p>A défaut de présentation de ces justificatifs, votre compost ne sera plus considéré comme normé et ne pourra plus être vendu à ce titre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 13 : Bordereaux import, export**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les bordereaux d'exportations de compost ont été présentés à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Stockage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.</p> <p>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.</p>

<p>Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le système de stockage réfrigéré a été présenté à l'inspection. Les déchets habituels de l'exploitation (bidons,...) sont repris par les filières de vente.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Suivi du traitement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 29.</p> <p>L'élévation de la température des andains est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain.</p> <p>Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le système de relevé des températures des andains n'est pas fonctionnel. Les dernières analyses du compost ont été présentées lors de l'inspection. L'exploitant n'a pas présenté de cahier d'enregistrement de suivi des températures.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>A la mise en route opérationnelle du nouveau système de compostage l'exploitant devra communiquer au service d'inspection installations classées (ICPE) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un justificatif d'existence du cahier de suivi du compostage;</li> <li>- l'enregistrement des températures relevées hebdomadairement sur 3 mois minimum;</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 16 : Mise en œuvre des meilleures techniques disponibles**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Élevage IED</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Au plus tard le 21 février 2021, l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles Pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ventilation dynamique entièrement refaite en février 2026. Aucune non conformité n'est relevée sur ce point de contrôle.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 17 : Déclaration annuelle des émissions d'ammoniac**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Élevage IED</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé.</p> <p>L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La déclaration d'émissions 2025, via l'outil "GEREP", n'a pas encore été déposée, en raison de l'absence de production dans deux bâtiments. La déclaration 2024 a été déposée le 23/01/2025 mais pas validée à ce jour. Cependant, l'exploitant explique que sa production NH3 était très en-dessous des seuils étant donné les périodes de vides sanitaires liés aux travaux et périodes d'assainissement salmonelles. La déclaration des Flux d'azote (DFA) 2025 de l'éleveur confirme ces explications.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Déclarer les émissions NH3 et autres polluants de façon complète en 2027.</p>



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois